

WUCWO



UMOFC

CONRAD N.



FOUNDATION



Le cri des femmes africaines

Résultats préliminaires

Discrimination et violence à l'égard des femmes en Afrique

Juin 2023



INTRODUCTION

"Écouter pour transformer des vies" est la devise de l'Observatoire mondial des femmes (WWO) créé en juin 2021 par l'Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques (UMOFC). Sa mission est de donner de la visibilité aux femmes qui semblent "invisibles", en particulier les plus vulnérables, afin d'inspirer et de générer : des stratégies pastorales de la part de l'Église ; des synergies parmi les ONG de la société civile ; des politiques publiques émanant des États, des contributions à l'agenda international et des réponses positives de la part de toute personne de bonne volonté ; qui puissent favoriser le développement humain intégral des femmes et celui de leurs familles, de leurs communautés et de leurs peuples.

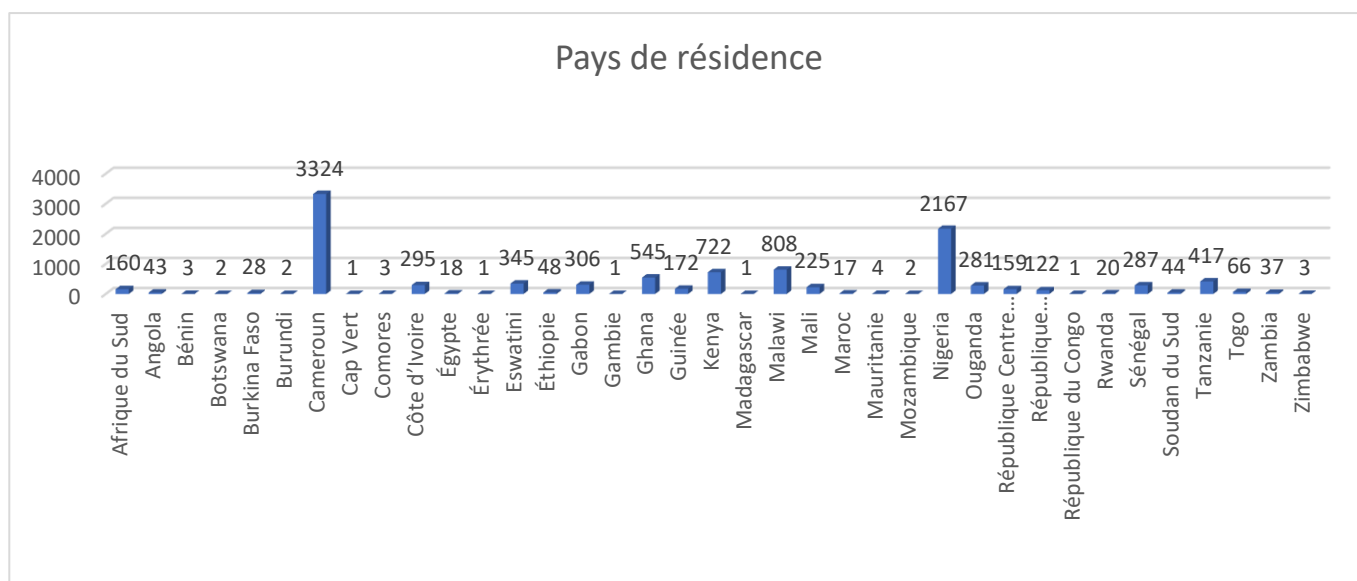
À travers le projet "Violence et discrimination à l'égard des femmes" en Afrique, nous voulons donner une voix à qui continue à souffrir en silence. Nous sommes également à l'écoute des témoignages sur le travail que de nombreuses femmes religieuses et laïques accomplissent depuis plusieurs années sur le terrain au nom de ceux qui souffrent la violence et la discrimination. Nous avons l'intention de sensibiliser l'opinion publique par le biais d'une campagne sociale qui recueille l'histoire et les expériences de vie des femmes qui ont survécu à la violence et/ou à la discrimination, et par la diffusion de rapports spécifiques sur ces questions. En bref, nous voulons écouter et donner de la visibilité, puis transformer la réalité de la violence et la discrimination fondée sur le genre, en l'éradiquant grâce à la mise en réseau des congrégations et des organisations de la société.

Nous avons également l'intention, par le biais de workshops et d'ateliers, de former les femmes en tant que coresponsables pastoraux dans la prévention et la prise en charge des victimes et à la sensibilisation envers la violence basée sur le genre et la discrimination.

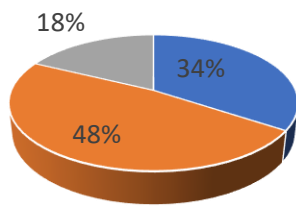
C'est pourquoi nous souhaitons promouvoir des liens durables entre les institutions laïques et les congrégations religieuses afin de créer un réseau stable permettant d'actualiser en permanence les campagnes sociales, la promotion de projets et les différentes actions de plaidoyer nécessaires afin d'éviter la violence et la discrimination à l'égard des femmes.

SNAPSHOT DE CEUX QUI ONT RÉPONDU

Caractérisation des 10 680 femmes ayant répondu à l'enquête

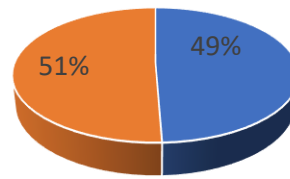


Groupe ethnique



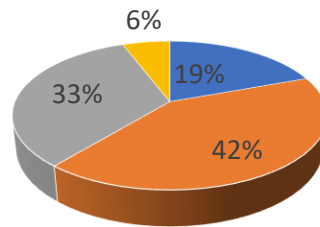
■ 18 à 39 ■ 40 à 59 ■ Plus de 60

Lieu de résidence



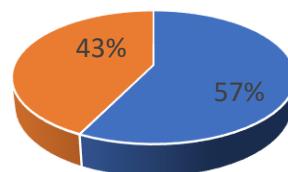
■ Rural ■ Urbain

Niveau d'éducation



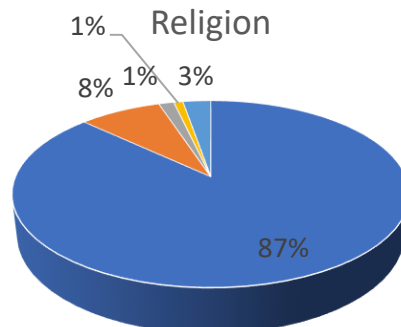
■ Sans études de base ■ École Primaire et Secondaire
■ Tertiaire/Universitaire ■ Master/Doctorat

En cours de travail



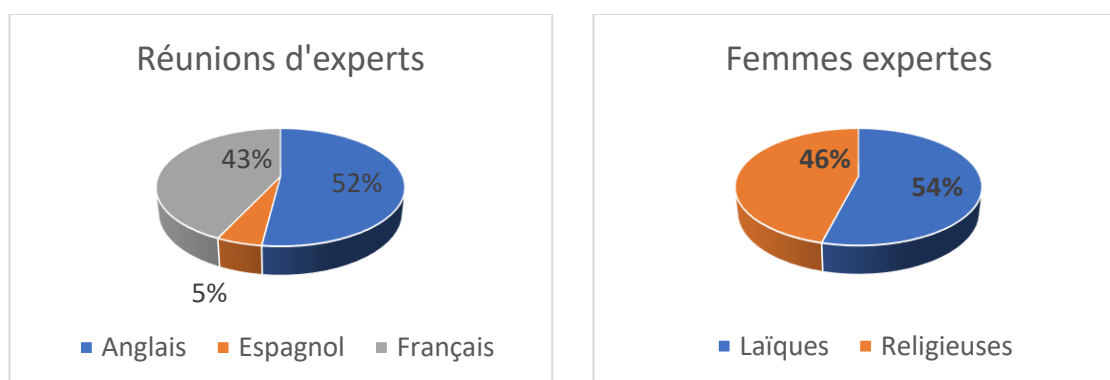
■ Non ■ Oui

Religion



■ Catholique ■ Musulmane ■ Aucune ■ Autres ■ Traditionaliste

Caractérisation des participants aux réunions avec 110 femmes expertes



DE 36 pays : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

À L'ÉCOUTE DES FEMMES AFRICAINES

Nous avons écouté les femmes africaines par le biais de deux voies : des réunions d'experts et la diffusion et la réalisation d'une enquête intitulée "Un cri du cœur des femmes africaines"¹. Pendant 5 mois, nous avons écouté **10 790 femmes africaines de 37 pays** différents. Parmi elles, **110 sont des femmes expertes**, travaillant en permanence en contact avec leurs communautés, elles ont partagé en groupe les expressions de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes dans leur pays et ont enrichi l'échange de la contribution qu'elles apportent depuis de nombreuses années à travers leurs institutions sur le territoire. Parmi ces experts, 59 sont des femmes laïques et 51 des femmes religieuses.

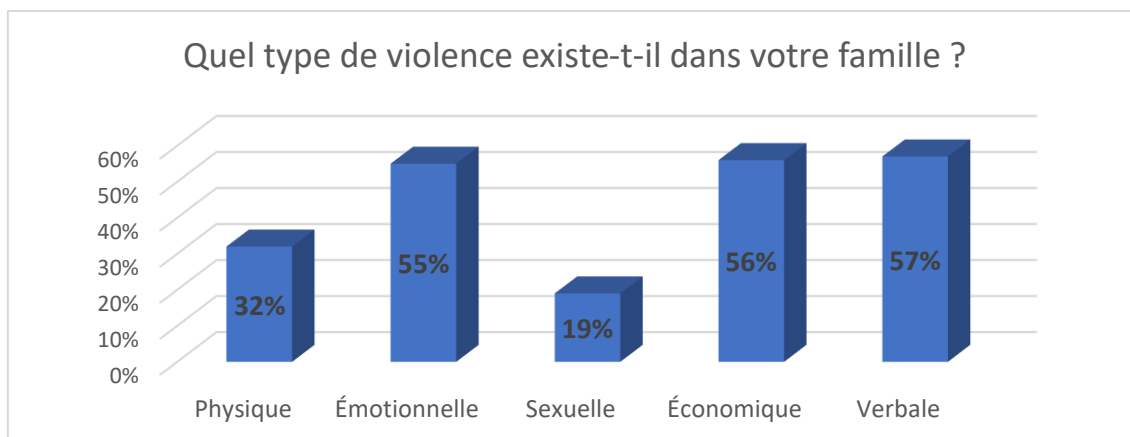
En répondant à l'enquête, nous avons également **écouté 10 680 femmes** de statut social, de niveau d'éducation, de groupe ethnique et de religion différents; des femmes à qui nous avons voulu donner l'occasion de s'exprimer et d'être entendues par l'Observatoire afin de les rendre visibles.

Cette première écoute nous a permis de comprendre qu'en Afrique, une culture patriarcale et dominée par les hommes persiste dans la plupart des pays. Ainsi, presque toutes les structures sociales tendent à discriminer et à violer les droits humains des femmes et des filles. Cela est visible à tous les niveaux, à la maison, à l'école et même au travail, et malheureusement les femmes s'y résignent souvent. Ces problèmes commencent dès l'enfance et touchent tous les âges et tous les niveaux, aussi bien la femme qui reste au village que la femme professionnelle.

La violence prend de nombreuses formes : psychologique, verbale, physique, sexuelle, économique et, de plus en plus, en ligne. La discrimination s'observe également dans l'éducation, le choix du mariage, la grossesse, le veuvage, le travail et le potentiel de croissance professionnelle. La pauvreté et l'absence du minimum pour mener une vie humaine digne perpétuent ces maux, constituant un obstacle au développement et à la paix.

¹ Pour accéder aux enquêtes en 5 langues, visitez le site de l'Observatoire mondial des femmes (www.worlwomensobservatory.org).

Les résultats des enquêtes montrent que 39% des femmes ne souffrent pas de violence liée au genre au sein de leur famille ; 7% préfèrent ne pas répondre sur cet aspect, et 54% des femmes déclarent souffrir de violence fondée sur le genre au sein de leur famille ; les différents types de violence sont expliqués dans les proportions suivantes :



Parmi les problèmes communs auxquels de nombreux pays du continent africain sont actuellement confrontés, citons : les mariages forcés et précoces, la solitude et l'abandon, la violence économique, la traite des êtres humains, la violence domestique et le manque d'accès à une éducation et à une formation professionnelle de qualité. Dans cette section, nous résumons certains des témoignages recueillis lors de ces réunions, et nous partageons certaines des conclusions des enquêtes qui complètent l'analyse de l'écoute.

Différentes recommandations exprimées par les femmes africaines ont également pu être recueillies : l'importance de la prévention et d'une sensibilisation continuelle ; la force du travail en réseau ; la nécessité de modifier certaines lois ; la valeur de la capacitation des femmes pour leur plus grande autonomie ; **la clé d'un meilleur accès à l'éducation** et la portée des politiques publiques en faveur des femmes.

Voici une analyse de l'écoute attentive à laquelle nous nous sommes livrés au cours de cette première phase de notre projet en Afrique.

1) Les mariages forcés et précoces ;

"La femme est la propriété de l'homme. On attend de la femme qu'elle soit soumise". (KENYA)

Des pratiques traditionnelles néfastes subsistent dans de nombreux pays africains. Un problème très fréquemment évoqué par les femmes expertes est celui des mariages précoces et forcés, qui se caractérisent par des grossesses précoces et la nécessité d'abandonner l'école en conséquence. Sur les 10 680 femmes interrogées, 17 % ont reconnu avoir été victimes de mariages forcés et/ou précoces.

Au Zimbabwe, "il y a un taux élevé de grossesses non désirées et de mariages précoces, ce qui conduit à un cercle vicieux de viols et de discriminations sans fin", selon des expertes zimbabwéennes. En Tanzanie, "De nombreuses filles tombent enceintes, souffrent beaucoup et n'ont pas le droit de s'exprimer ou de se défendre". De même, "Les mariages forcés et les rites traditionnels qui obligent les femmes à avoir des relations sexuelles avec leur mari même

lorsque leur santé est défaillante sont une réalité quotidienne au Bénin". Au Ghana, "les mariages d'enfants sont de plus en plus fréquents car les filles sont forcées de se marier, surtout avec des hommes qui ont l'âge d'être leurs grands-pères".

Les expertes zambiennes nous ont dit que "dans les zones rurales, la plupart des filles ne sont pas éduquées, parce qu'à 15 ans, elles sont exposées à la vie conjugale, et c'est le moment où elles souffrent le plus et se sentent le moins valorisées". C'est également le cas de la Tanzanie, où "les filles sont mariées entre 12 et 15 ans, tandis que les garçons sont autorisés à se marier à 18 ans". En raison de la pauvreté, "certains parents donnent leurs enfants en mariage précoce en pensant que cela sauvera le patrimoine familial", comme c'est le cas en République Centrafricaine. Même des actions telles que "donner sa fille en mariage pour payer une dette" sont normales, par exemple en Guinée Bissau.

De nombreuses expertes de différents pays encouragent et demandent une modification de la loi sur la vie conjugale et soutiennent certainement la sensibilisation afin que ces pratiques discriminatoires à l'égard des femmes cessent d'exister.

2) Solitude et abandon

*"On disait qu'elle était quelqu'un qui devait être là où on ne puisse pas la voir"
(BURUNDI).*

Dans la société, de nombreuses femmes africaines subissent des pratiques culturelles qui les déshumanisent et les conduisent à vivre dans une solitude profonde et silencieuse. La participation limitée des femmes à la vie sociale leur porte préjudice, car elles ne sont pas en mesure de prendre des décisions et leurs droits sont par conséquent restreints. Les femmes restent silencieuses.

La situation est aggravée dans certains pays en proie à des crises sévères. C'est le cas de la République centrafricaine où "les différentes crises subies ont contribué à l'insécurité et à l'aggravation des violences et des discriminations. De nombreuses femmes en sont victimes, portant atteinte à leur dignité ainsi qu'à leur intégrité physique et morale". Au Burkina Faso, "avec la crise actuelle, les violences faites aux femmes sont récurrentes". Les femmes expertes de la République démocratique du Congo nous ont dit que : "la situation s'est aggravée à cause du conflit. Les femmes sont violées par tous les moyens possibles. Malheureusement, même les enfants de ces femmes subissent de graves abus". Dans d'autres pays, comme le Gabon, "le gouvernement ouvre chaque année, le 25 novembre, 16 journées d'activisme contre les violences faites aux femmes", encourageant les femmes à faire entendre leur voix.

Les victimes se taisent, elles ne portent pas plainte. Les institutions publiques ont souvent été identifiées comme des lieux de violence, "surtout par omission et par manque de services, ce qui signifie que l'impunité n'incite pas à la dénonciation", comme nous l'ont dit des expertes de Guinée-Bissau. Au Zimbabwe, "la corruption entrave l'accès des femmes à la justice, et les cas d'abus sont balayés sous le tapis, ce qui laisse peu d'espoir aux femmes de porter plainte". En outre, "dans la plupart des cas, la réflexion générale est la suivante : qui va s'occuper de mes besoins quotidiens et de ceux de mes enfants si cet homme est condamné ou emprisonné ?", nous a-t-on dit en Zambie.

Les femmes sont considérées comme des citoyennes de seconde classe. Au Cameroun, "les femmes ne participent pas aux décisions familiales et n'ont pas le droit d'hériter". L'un des

aspects de la solitude et de l'abandon dont souffrent de nombreuses femmes est précisément la question de l'héritage. Dix pour cent des femmes interrogées ont déclaré avoir subi divers rites de veuvage, come signe de violence culturelle.

Il existe de nombreux exemples de "déhéritage et de pratiques de veuvage odieuses" abondent, comme nous l'ont expliqué des expertes du Nigeria. En Zambie, par exemple, "à la mort de l'homme, tous les biens sont transmis à ses proches et la femme retourne dans son village avec les enfants". En République démocratique du Congo, "les femmes ne peuvent pas non plus hériter à la mort de leur mari". Il en va de même à Madagascar, où, selon les experts, "les femmes n'ont pas le droit d'hériter". Au Ghana, "les problèmes augmentent à la mort du mari car la femme n'a pas le droit d'hériter, en fait, c'est la famille du défunt qui décide de donner ou pas quelque chose à la veuve".

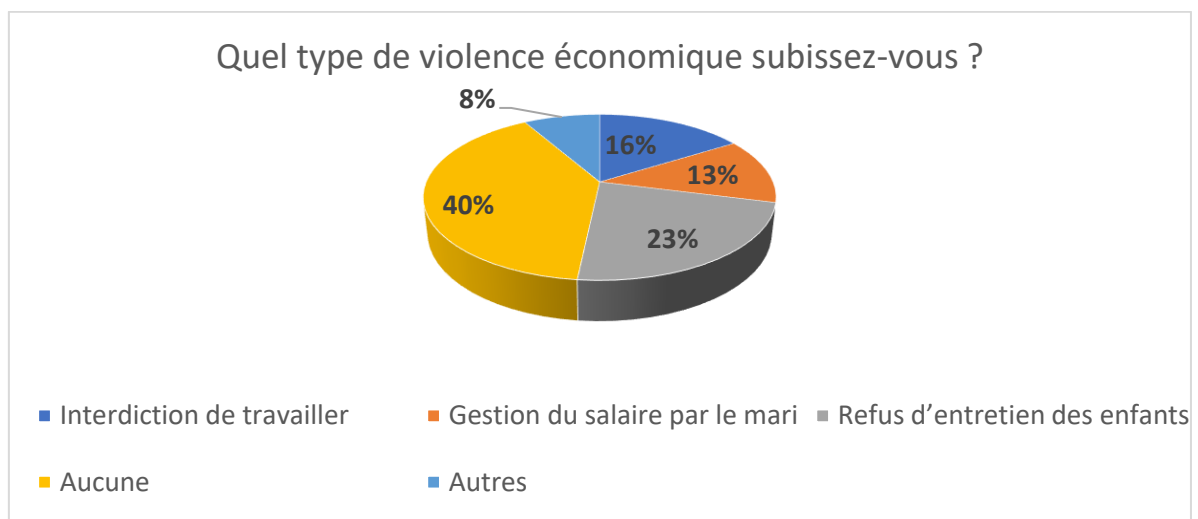
Par ailleurs, en ce qui concerne l'héritage paternel, en Tanzanie, "il est divisé entre les fils et on ignore les filles". Au Nigeria, les femmes ne sont pas non plus autorisées à partager l'héritage de leur père lorsque celui-ci décède. La loi burundaise "pénalise également les femmes en les privant de l'héritage des biens de leurs pères, qui ne peuvent être hérités que par les hommes".

Plaidoyer semble être le mot clé auquel renvoient les suggestions des femmes expertes. Il faut changer la mentalité des femmes, qui sont soumises, ne s'expriment pas et n'informent pas. Selon les femmes expertes consultées, cela ne peut se faire que par l'éducation et l'autonomisation. Il est nécessaire de sensibiliser à la dignité des femmes et à la nécessité pour elles de connaître leurs droits en tant que personnes créées par Dieu sur un pied d'égalité avec les hommes.

3) Violence économique

"Si nos voix ne sont pas entendues, les questions qui préoccupent les femmes risquent de rester cachées" (NIGERIA).

La discrimination économique est une forme très forte de discrimination. Dans le cas des femmes interrogées, 60 % d'entre elles ont déclaré avoir subi ce type de violence, qui se décline de différentes manières, comme le montre le graphique suivant :



Le mari contrôle tous les moyens économiques. La plupart des femmes sont économiquement dépendantes de leur mari ou de leur partenaire masculin. La violence économique existe parce que les femmes ne possèdent rien et ne sont pas propriétaires. Même si les femmes sont très compétentes et ont des grandes chances de trouver un emploi, leur mari les en empêche souvent.

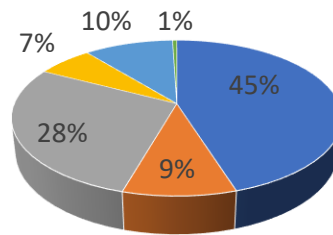
Aux Seychelles, les expertes nous disent que "les hommes sont les soutiens de famille, tandis que les femmes doivent s'occuper de leur foyer et de leurs enfants". Au Maroc, les expertes nous disent que "la cause de la violence économique est principalement la pauvreté et les crises et qu'elle touche 16,7% des femmes dans ce pays". À Madagascar, "les femmes ont peu ou pas du tout le droit de travailler et ne peuvent pas aller travailler même si elles ont été éduquées". En Côte d'Ivoire, "les violences psychologiques et économiques sont les problèmes les plus importants auxquels les femmes sont confrontées dans le pays". En Angola, "il est difficile pour les femmes d'être le moteur de l'économie ; elles ont toujours un rôle de soutien, mais pas de rôle décisionnel. Celui-ci est un élément sous-jacent de violence. Au Burundi, les femmes expertes disent que la culture croit que *"la main qui donne est celle qui commande"*.

Au mieux, si les femmes arrivent à travailler, "elles sont obligées de montrer ce qu'elles gagnent à leur mari pour que ce soit lui qui leur dise finalement comment et quand le dépenser", nous dit-on au Sénégal. On leur demande même de payer les frais de scolarité de leurs enfants. Au Ghana, "même lorsque la femme gagne de l'argent, cela peut poser problème car lorsque les choses ne vont pas bien dans la famille, c'est parce que la femme travaille à l'extérieur".

Certains hommes ne permettent pas à leurs femmes de travailler, même si elles ont étudié et obtenu un emploi. Dans de nombreux cas, les hommes exercent leur supériorité en soumettant les femmes à leur dépendance. Des expertes kenyanes nous ont expliqué que, dans leur pays, "les femmes ne possèdent rien dans la maison, tout est enregistré au nom de l'homme". En cas de séparation ou de divorce, les femmes commencent leur vie comme si elles n'avaient jamais rien eu et retournent voir leur famille, qui a tendance à les renvoyer à leur mari en pensant qu'elles sont à blâmer".

La recommandation formulée par les expertes consultées ici porte avant tout sur l'impérieuse nécessité d'autonomiser les femmes. Les éduquer et les former pour qu'elles puissent subvenir à ses besoins sur le plan économique. C'est également ce qu'expriment les femmes interrogées, dont 28 % considèrent l'entrepreneuriat comme une mesure très importante pour faire face à l'avenir et 45 % considèrent également que l'éducation et la formation sont importantes.

En tant que femme, laquelle de ces mesures vous semble la plus importante pour faire face à l'avenir ?



- Formation/éducation
- Alphabétisation
- Entrepreneuriat
- Engagement politique/leadership
- Promotion
- Autres

Nous devrions nous concentrer sur l'éducation pour leur donner plus de compétences. Les efforts devraient être orientés vers l'autonomisation financière des femmes en luttant contre la pauvreté, qui est devenue une fatalité, en les soutenant par le biais de projets de développement. Pour mettre fin à la violence et à la discrimination dont les femmes sont victimes, il faut leur permettre de prendre en main leur propre destin. Souvenons-nous des paroles des sages : "l'autonomie nous rend maîtres de notre destin".

4) Traite des êtres humains ;

"Ils leur promettent de les envoyer à l'école, mais c'est le contraire qui se produit"
(ZAMBIE).

La violence est générée par des cycles ou des spirales : une violence peut déclencher une autre violence. Lutter contre la violence à l'égard des femmes, c'est lutter contre la violence dans l'ensemble de la société. Il s'agit de désarmer les mécanismes structurels et culturels qui légitiment la violence sous ses formes les plus diverses. La traite des femmes, en ce sens, est un problème majeur qui touche de nombreux pays africains.

Selon les expertes ghanéennes, "lorsqu'il y a des problèmes économiques dans la famille, les enfants se tournent vers la prostitution, et les pères abusent souvent de leurs enfants". Au Lesotho, elles nous ont dit que "de nombreuses mères adolescentes le sont à la suite d'abus sexuels ou d'inceste, de traite et de maltraitance des enfants sous toutes ses formes". Au Kenya, "il y a un trafic de femmes, certaines vont dans les pays arabes, mais cela existe aussi à l'intérieur du Kenya". Les expertes kenyanes nous disent que "les mariages forcés, la violence domestique et le déni du droit aux études exposent les femmes et les filles à l'exploitation, à la traite, au travail forcé et à la prostitution". Au Sud-Soudan, les expertes expliquent que "la traite des femmes est un gros problème". De même, au Nigeria, "l'exploitation sexuelle des filles est également très répandue et a souvent lieu à la maison".

Les expertes du Lesotho déclarent que "les problèmes rencontrés par les jeunes femmes en raison des taux élevés de chômage des jeunes les ont amenées à se livrer au commerce du sexe

pour survivre, avec de graves conséquences telles que des grossesses non désirées, le rejet par les auteurs, les familles et la société dans son ensemble, ce qui entraîne des avortements clandestins ou l'abandon des bébés, des taux élevés d'abandon à différents niveaux d'apprentissage chez les adolescentes et des taux élevés de maladies sexuellement transmissibles, y compris l'infection par le VIH".

Même dans certains pays, comme la Zambie, "les jeunes filles tombent dans le piège, quittent leur foyer pour chercher du réconfort ailleurs et ne savent pas qu'elles sont victimes de la traite". Souvent, les familles elles-mêmes cachent les abus en raison de leur culture et donnent même lieu à un trafic d'enfants. En Mauritanie, des expertes nous disent que "chaque jour, dans tout le pays, des filles et des jeunes femmes sont violées et assassinées, et beaucoup disparaissent sans que personne ne demande justice". En Eswatini, elles précisent que "malheureusement, pour travailler, il faut se "vendre" à la prostitution, et même sur le lieu de travail, les femmes sont victimes d'abus et de harcèlement de la part des hommes".

À cela s'ajoute le problème de l'augmentation de la consommation de drogues, qui est une source de préoccupation pour la plupart des pays, où nous avons écouté des expertes. Au Cameroun, elles nous ont dit que "le problème de la violence est répandu et ne touche pas seulement les femmes et les filles, mais il est vraiment général. Les adultes deviennent de plus en plus violents et les hommes et les garçons consomment de plus en plus de drogues.

Sur cette question complexe, les femmes expertes n'hésitent pas à évoquer la nécessité pour les gouvernements d'inclure les droits de l'homme dans leur agenda. Sinon, tout semble futile. Elles insistent sur le fait que l'agenda masculin est plus important aujourd'hui et qu'il doit être intégré de toute urgence dans les politiques publiques. L'autre grand défi consiste à assurer la représentation politique des femmes à tous les niveaux. Quoi qu'il en soit, la conviction est forte que, même si l'État est présent, ce sont les femmes qui doivent poursuivre ces luttes.

5) Violence domestique

"Je ne veux plus que cela arrive à ma fille" (République démocratique du Congo)

La plupart des pratiques identifiées, liées à la violence physique, psychologique, sexuelle et économique à l'égard des femmes, trouvent leur origine principalement dans la famille, tant dans la famille d'origine que dans la famille d'accueil/le mariage. Parmi les femmes interrogées, plus de la moitié d'entre elles (54 %) subissent des violences dans le cadre de relations intrafamiliales.

En Ouganda, les femmes expertes affirment : "Nous devons comprendre que la violence commence à la maison. La violence se transmet d'une génération à l'autre". "La violence est devenue une épidémie et il ne se passe pas un jour sans que l'on signale des actes de violence contre les femmes et les enfants", nous disent les expertes guinéennes. Et d'Afrique du Sud : "C'est l'un des pays les plus violents au monde. Dans les zones rurales, de la jeune femme à la femme plus âgée sont victimes d'abus physiques, de viols et de meurtres. Au Botswana, on nous dit que "le Botswana est le deuxième pays en termes de nombre de viols. La majorité des abus au Botswana concerne les filles les plus jeunes de la maison.

Au Sénégal, "la violence physique à la maison augmente chaque jour". En Guinée Bissau, "ces derniers temps, la violence domestique a augmenté, les femmes sont tuées par leur propres maris". En Tanzanie, "40 % des femmes subissent des violences sexuelles avant l'âge de 15 ans

et 50 % de ces violences proviennent de leurs partenaires ". Au Mozambique, "les cas de violence domestique et de disparition de femmes sont fréquents". Au Togo, "nous avons aussi des violences souvent dans les couples, qui se traduisent par des viols conjugaux".

Au Malawi, "60% des femmes subissent des violences sexuelles". Au Bénin, selon une étude récente de l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (OFFE), "la prévalence de la violence basée sur le genre à l'encontre des filles et des femmes est de 59,9% dans le groupe d'âge de 15 ans et plus". En Zambie, certaines tribus "enseignent aux femmes qu'un mari qui aime sa femme peut la battre librement en guise de correction. Cela est considéré comme un signe d'amour dans un mariage ou une relation amoureuse". Au Ghana, "l'homme peut battre la femme quand il veut et par tous les moyens et la femme ne peut pas réagir, même si elle en a la force, car c'est l'homme qui commande". Au Rwanda, malgré les efforts de sensibilisation dans les écoles et à la télévision, "aujourd'hui encore, 37% des femmes souffrent de violence et de discrimination".

La violence domestique est un problème social et la corruption est élevée. Il existe des programmes pour la combattre, mais ils sont encore insuffisants. Les recommandations des femmes expertes à cet égard visent à sensibiliser la population par la communication, à placer la famille au centre des priorités et de l'attention ainsi que renforcer les programmes de formation pour les couples.

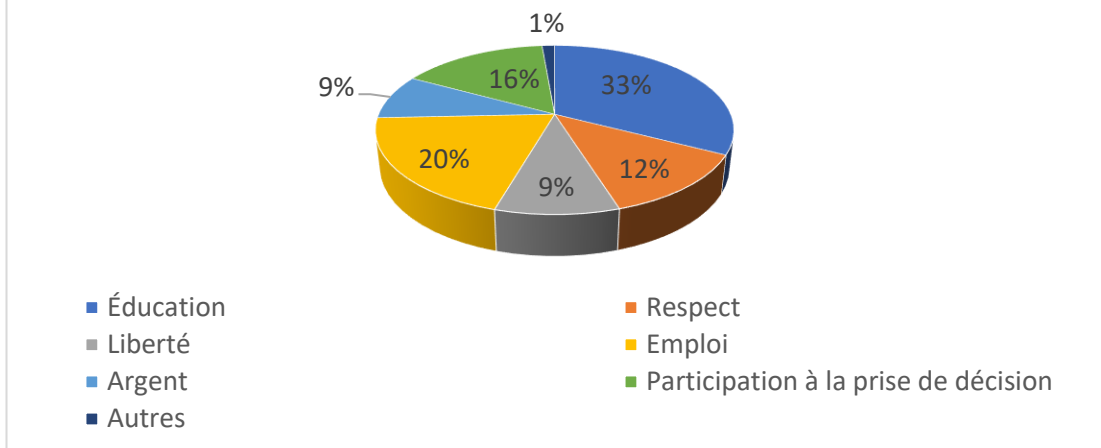
Nous devons continuer à donner une voix aux femmes. Elles sont silencieuses, et comme si rien ne se passait, la vie continue. La première chose est de les former et de leur donner la possibilité de parler et de prendre conscience que les femmes sont des sujets de droits. Il faut organiser des conférences pour informer, pour que les gens sachent que les abus ne sont plus acceptables.

6) Le manque d'accès à une éducation et à une formation professionnelle de qualité.

"Envoyer les filles à l'école est une perte de temps" (GHANA)

De nombreux déséquilibres naturellement défavorables aux femmes persistent dans de nombreux pays africains. Par exemple, le fait que la priorité en matière de scolarisation soit donnée aux garçons plutôt qu'aux filles. L'inégalité entre les sexes, une fois de plus, est considérée comme l'un des principaux facteurs contribuant à la violence à l'égard des femmes. 33 % des 10 680 femmes interrogées ont déclaré que l'éducation et la formation professionnelle constituent l'outil le plus important pour faire face à l'avenir et le changement le plus important qu'elles souhaitent voir se produire pour le plein épanouissement des femmes dans leur pays.

Le changement le plus important que vous souhaitez pour le plein épanouissement des femmes dans votre pays



En Éthiopie, "les frères ont la priorité pour aller à l'école et les filles peuvent rester à la maison pour travailler. En plus, en Tanzanie, "les filles n'ont pas les mêmes possibilités d'éducation que les garçons. Elles abandonnent souvent l'école à cause des grossesses et des mariages précoces et du travail bon marché des enfants". Au Cameroun, "il y a aussi des violences contre les étudiantes qui doivent se marier très jeunes". Au Burundi, il faut noter que "la fille n'a pas droit à l'éducation, qui est réservée aux garçons". Au Tchad, les filles sont également marginalisées de l'école car "on a besoin des filles pour les mariages précoces, car la fille est considérée comme un atout".

En République Centrafricaine, on nous dit que "les filles sont plus nombreuses dans les écoles primaires, car lorsqu'elles entrent dans les écoles secondaires et les universités, elles sont nombreuses à abandonner leurs études en raison des mariages forcés. En Afrique du Sud, les femmes n'ont pas besoin d'étudier parce que leur place est à la maison, où elles font les travaux les plus durs et s'occupent de leurs jeunes frères et sœurs". Au Kenya, "les familles refusent souvent d'éduquer les filles lorsque le père de famille n'a pas les moyens de le faire, ce qui fait que les filles souffrent plus que les garçons. Elles ne peuvent éduquer que les garçons et laissent de côté les filles, ce qui entraîne une discrimination et les filles finissent par abandonner l'école.

Tout cela entraîne d'autres problèmes dans la société. Par exemple, en Guinée Bissau, "le taux d'analphabétisme des filles est de 76% et celui des garçons de 48%". En République démocratique du Congo, "à l'université, il y a des points sexuels, c'est-à-dire des points supplémentaires que l'on obtient en ayant des relations sexuelles. Les étudiants parlent avec beaucoup de naturalité de cette question". "Les viols et les abus contre les étudiantes sont encore constants et graves dans le système éducatif sénégalais", nous disent les experts de ce pays. Au Mali, ils rappellent que "les femmes devraient pouvoir éduquer leurs enfants, mais souvent le peu de connaissances dont elles disposent fait que les mêmes erreurs soient commises". En Érythrée, "dans certaines universités, les femmes ne sont pas autorisées à tomber enceintes pendant leurs études, ce qui constitue également une forme de discrimination".

Si des progrès sont réalisés dans certains pays, il reste encore beaucoup à faire. Les recommandations des femmes expertes concernent la création de centres de formation pour aider les filles qui ont abandonné l'école. Les femmes qui ne savent pas lire et écrire devraient

également être alphabétisées, afin qu'elles puissent se défendre et avoir la possibilité de travailler. Influencer les politiques publiques d'éducation pour que toutes les filles puissent aller à l'école, pour qu'il y ait une égalité d'accès. Car si elles ne sont pas éduquées, elles risquent davantage de subir des violences et des abus.

CONCLUSION et PROCHAINES ÉTAPES

En Afrique, tous les pays sont différents, mais les problèmes des femmes sont très similaires. Nous savons que l'inégalité entre les sexes est l'un des principaux facteurs de violence à l'égard des femmes. Nous pouvons également dire que les femmes sont une partie essentielle de la famille et de la société. C'est certainement l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes doivent être prises en considération pour ce qu'elles sont et ce qu'elles font pour le ménage, qui est la base de toute société. Son autonomisation est utile à la fois pour elle et pour la société en tant que facteur de paix et de progrès social.

Après avoir écouté attentivement plus de 10 000 femmes au cours de cette première phase, sans aucun doute les priorités sont désormais les suivantes. Tout d'abord, apporter une plus grande assistance psychologique et juridique aux femmes victimes de violence domestique en créant des centres d'écoute, d'accompagnement, de soutien et de formation. D'autre part, soutenir financièrement les femmes victimes de violence économique, en les rendant autonomes, en leur donnant des compétences et une plus grande sécurité. Cela soutiendra le milieu familial, le rendant plus fort et désireux d'acquérir de nouvelles compétences. Enfin, la nécessité de sensibiliser les plus jeunes et de continuer à former les leaders qui travaillent déjà sur le territoire est fréquemment mentionnée dans les réunions avec les femmes expertes.

Bien qu'il existe des structures de protection des droits de l'homme, de nombreuses femmes préfèrent chercher de l'aide auprès d'organisations civiles et de congrégations car, disent-elles, elles sont disponibles pour les écouter sans jugement et résoudre leur situation en toute discrétion. Même si des lois pour la défense et la protection des droits de l'homme ont été adoptées dans de nombreux pays, l'accès à la justice, la mise en œuvre et l'application de ces lois restent un défi majeur. Dans de nombreux cas, il y a impunité, fragilité et vulnérabilité.

Il est urgent de mettre en place un processus de changement culturel, dont nous savons qu'il n'est ni rapide ni définitif. Une plus grande coordination est nécessaire pour trouver des solutions aux problèmes soulevés. Il est également important de découvrir des leaders d'opinion qui continueront à apporter des changements. De même, les réseaux sociaux permettent une prise de conscience massive. Il est important que les secteurs public et privé, les organisations nationales et internationales, l'Église, la famille et la société travaillent ensemble.

C'est pourquoi nous pensons que le travail en réseau est fondamental. Notre objectif est de créer un réseau entre les congrégations et les institutions laïques qui travaillent déjà sur le territoire avec les femmes victimes, de mettre en valeur les actions et de continuer à former les personnes qui animent ces espaces. Nous croyons dans la force de ce réseau, qui s'inscrit dans les Objectifs de développement durable, dont l'un des objectifs spécifiques est de mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. L'écoute est le premier pas. C'est pourquoi nous considérons cette première étape de notre projet en Afrique comme si précieuse, en continuant maintenant avec le défi de transformer des vies.